

Associations d'immigrés : vecteur d'intégration ?

Compte rendu de Andrea Gerstnerova,
Temps de crise et vie associative

Serge Kollwelter

Association d'immigrés rime parfois avec groupes de folklore surtout portugais ou spécialités culinaires d'associations italiennes. Est-ce la pointe de l'iceberg ou bien le phénomène associatif se limite-t-il à ces spécimens ayant une certaine visibilité ?

Au fil des « vagues migratoires », l'associativisme a joué un rôle certain, s'adaptant aux circonstances changeantes. Il est loin le temps des mutuelles regroupant des immigrés italiens devant soutenir leurs membres en cas de pépins, voire de désastre.

À l'arrivée d'un nouveau groupe de migrants, des associations vont fleurir en son sein. J'ai pu le voir en matière d'immigration portugaise dans les années 1970, ainsi qu'y assister et participer, tout comme ce fut le cas avec l'arrivée des demandeurs d'asile venant des Balkans au gré de leurs appartenances serbe, monténégrine, bosniaque, croate ou albanaise.

Ce foisonnement multiforme, à durée de vie plus ou moins éphémère ou durable, n'a malheureusement pas encore donné lieu à une étude par exemple sur l'incidence des personnes liées à des associations sur leur parcours d'intégration au Grand-Duché.

Le livre d'Andrea Gerstnerova, *Temps de crise et vie associative. Migrants de l'Afrique subsaharienne et des Balkans en Europe*, comblera-t-il ce vide ? Ce serait peut-être trop en attendre, d'autant plus qu'il cible les seules communautés des Balkans et de l'Afrique subsaharienne.

L'intérêt consiste dans le regard porté sur deux groupes d'immigrés moins anciens et dont émergent d'un côté les Cap-Verdiens et de l'autre les Monténégrins

pour être respectivement les plus nombreux. Les uns sont venus sous le couvert du colonialisme ou postcolonialisme portugais, les autres comme demandeurs d'asile bénéficiant du statut de réfugié ou d'une régularisation.

Les huit thèmes abordés dans le livre sont très prometteurs, puisque la moitié est consacrée au monde du travail en temps de crise et l'autre moitié aux associations proprement dites.

89 personnes du Luxembourg ont été abordées, originaires tant des Balkans que d'Afrique, mais aussi de la société civile : syndicats, organismes et associations comme l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI) et le Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE). Je ne sais pas d'où l'auteure tire le statut « d'utilité publique » que ces derniers auraient obtenu du ministère de la Justice (p. 39). Les choix des interlocuteurs ne sont malheureusement pas expliqués, pas d'informations donc non plus sur les « oubliés » : serbes ou cercle des étudiants africains par exemple.

Des associations créées souvent dans l'urgence ou pour un évènement précis et ayant des buts et objectifs font naître des attentes. Cependant, faute de moyens, elles s'essouffent souvent rapidement. Rares sont celles qui peuvent recourir à un local, à des subsides publics. Le livre fait état de 8 500 ASBL au Luxembourg, toutes « origines » confondues, mais il fait l'impasse sur le nombre d'entités enregistrées encore à jour ou déjà rayées du Registre des sociétés. (Les ASBL qui ne publient pas la composition du comité et la liste des membres deviennent des associations de fait, c'est-à-dire qu'elles perdent leur

Andrea Gerstnerova, *Temps de crise et vie associative. Migrants de l'Afrique subsaharienne et des Balkans en Europe*. Préface de Sylvain Besch, L'Harmattan, Paris, 2013, 194 pages, ISBN : 978-2-343-02297-0.





Festival des migrations (© Clae)

personnalité juridique.) Il y aurait 80 associations de ressortissants des Balkans, souvent des ASBL, et quelques dizaines d'entre elles comprenant des Africains sont plutôt des associations de fait. À la page 78, il est question de 65 associations musulmanes bosniaques: l'islam comme principal fédérateur d'associations donc! On nous informe aussi que les associations de Subsahariens comptent en moyenne moins de 5 membres, à l'exception des cap-verdiennes. Dommage que cet aspect-là ne soit creusé!

En 2012, il y aurait eu au Luxembourg 30 000 résidents de nationalité et d'origine ex-yougoslave ainsi que 6 000 personnes du Cap-Vert (graphiques pp. 50 et 51). Je ne sais pas comment on arrive à ces chiffres, puisqu'en ajoutant aux résidents légaux les naturalisés, on n'arrive chaque fois qu'à la moitié!

Certes, il ne s'agit pas d'un livre d'histoire, cependant à l'origine de l'immigration yougoslave et cap-verdienne, il y a des accords de main-d'œuvre datant tous les deux de l'année 1972. Si le premier a été signé avec le Portugal, il contenait des restrictions pour les Cap-Verdiens, colonisés à l'époque encore; quant au deuxième, il n'a pas donné lieu aux mêmes développements, les autorités luxembourgeoises se rendant compte que tous les Yougoslaves n'étaient pas catholiques. Si les guerres en Yougoslavie ont « drainé » de nombreux migrants ou réfugiés vers le Grand-Duché, il faut cependant noter que les résidents d'avant-guerre étaient bien réels, avaient des associations, bénéficiaient de cours de langue serbocroate pour leurs enfants et même d'une émission sur RTL.

Pour les deux immigrations, la reconnaissance des diplômes et des compétences constitue un obstacle majeur pour accéder au marché de l'emploi, les

Africains étant souvent moins qualifiés que les ex-Yougoslaves. Notons que l'auteure perd parfois de vue les Balkans du Sud, notamment l'Albanie, « fournisseur » de migrants et demandeurs d'asile pour le Luxembourg.

Les relations des associations étudiées avec les pouvoirs publics seraient peu structurées, les appels des communes à ces associations resteraient sans réponse. Le salut viendrait-il des Commissions communales d'intégration, obligatoires dans toutes les communes? Reste à voir les effets du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 qui en est à l'origine!

Le livre esquisse rapidement un autre volet de l'associativisme de ressortissants de pays tiers, à savoir la promotion d'actions humanitaires au pays d'origine. À la page 68, nous apprenons que l'ASBL Maison d'Afrique met en œuvre un programme de micro-crédit qui permet de réaliser différents projets individuels (ouverture de petits commerces, etc.) par des migrants installés au Luxembourg et leur famille dans le pays d'origine.

Le livre de Gerstnerova a un intérêt certain. De nombreuses questions restent cependant sans réponse. Citons-en quelques-unes... Qu'en est-il de la collaboration entre associations, de même nationalité, d'origines différentes? Qu'en est-il d'une collaboration entre associations lors d'une manifestation emblématique comme le Festival des migrations et au-delà? Quel est l'appui dont peuvent bénéficier le cas échéant les associations? Qu'en est-il du rôle des associations issues de larges communautés comme la portugaise?, etc.

Un vaste champ à explorer... ♦

[...] à l'origine de l'immigration yougoslave et cap-verdienne, il y a des accords de main-d'œuvre datant tous les deux de l'année 1972.
